

**Comment rapprocher les citoyens des politiques publiques ?**

**Intervention de Séverine BOTTE**

Loin des caricatures qui en sont faites, le mouvement des Gilets jaunes aura eu le grand mérite de bousculer, et d'inquiéter d'ailleurs, ceux qui du haut de leurs certitudes, de leurs habitudes aussi, pensaient que pour gouverner et piloter les politiques publiques il suffisait de se faire élire !

Votez et on fera le reste !

Au point que désormais le débat est partout : pour comprendre et analyser, pour écouter et pour chercher des solutions.

Cette soif de débat et de construction collective, qu'elle soit naturelle ou contrainte par la pression de l'opinion et l'actualité, nous va très bien.

A condition toutefois qu'elle ne serve pas à diluer les vrais sujets de préoccupations, les vrais problèmes auxquels nos concitoyens sont confrontés dans leur quotidien et leur avenir. Les véritables raisons qui ont conduit notre pays à devoir débattre pour sortir de la crise.

Une crise économique et sociale, une crise démocratique, une crise de confiance envers les institutions et les élus, exception faite et ce n'est pas un hasard, des élus locaux.

Et donc débattre pour changer les choses. Sinon, le débat ne sert qu'à faire diversion, à gagner du temps, à ajouter de la confusion et, à l'arrivée à faire grandir le mécontentement, les frustrations, les déceptions et ceux qui sont porteurs de solutions radicalement simplistes et démocratiquement dangereuses.

Comment rapprocher les citoyens des politiques publiques vous demandez-vous ?

Je serais tenté de vous répondre tout naturellement : en changeant le cap fixé depuis plusieurs décennies dans la conduite des politiques publiques !

Car si l'application des logiques d'austérité visant à diminuer la dépense publique, donc les services publics, sans se préoccuper d'ailleurs d'optimiser la recette publique.

Ou si l'application des logiques du marché, des logiques du privé, à nos services publics avaient été de nature à rapprocher les citoyens de leurs services publics, en renforçant leur efficacité, cela se saurait !

Et personne aujourd'hui ne se poserait la question que vous vous posez.

L'hôpital public, qui souvenons-nous en, était l'un des plus performants au monde, a été dévoyé de sa vocation en lui demandant d'être géré comme une entreprise, les actes médicaux étant tarifés pour calibrer les budgets.

La perte d'autonomie, qui indéniablement est un enjeu de société pour nos générations comme pour les futures, a été livrée aux appétits du privé.

La Poste et son réseau de proximité, ses facteurs reconnus comme des personnes de confiance par les usagers, a été priée de faire du chiffre d'affaires en multipliant des services payants, bien éloignés de son corps de métier et donc au détriment de ses missions de service public.

J'arrête là, la liste est trop longue.

Éducation nationale, hôpitaux, transports, petite enfance, énergie... : les services publics sont considérés comme une « charge » et non comme un investissement pour le quotidien et pour l'avenir.

Il faut en finir avec ce dogme libéral qui les détruit et fait de beaucoup de nos territoires des déserts. Il est urgent de les reconstruire au plus près des citoyens, et de recruter massivement des agents pour les faire fonctionner.

Tout le contraire, ce n'est qu'une illustration parmi tant d'autres, de ce que fait le ministre de l'Éducation qui poursuit son projet de fusion des académies normandes, alors même qu'il a abandonné cette idée pour le reste du pays.

La Normandie devient donc le seul centre expérimental de la fusionnisme gouvernementale appliquée cette fois au système éducatif.

Nous savons que la fusion de services publics, comme d'institutions d'ailleurs, fait partie de l'arsenal des gouvernements libéraux qui, sous couvert de jolis mots tels que « mutualisation », « synergie », « optimisation », appliquent des logiques de rationnement, d'économie fusse-t-elle d'échelle et d'éloignement des centres de décisions, alors même que la grande majorité de nos concitoyens appellent à plus de proximité.

Un outil au service de la réduction de la dépense publique.

A quand d'ailleurs la fusion de départements ?

Il est à craindre que ce projet de fusion académique soit finalement bien éloigné de l'intérêt des enfants, des jeunes, de leur parent et des enseignants. Sans compter celui des personnels non enseignants.

Même sujet d'ailleurs concernant le projet de fusion des universités normandes.

La communauté éducative appelle à une adaptation des moyens aux besoins puisque l'éducation, comme la santé ou la sécurité d'ailleurs, fait partie des fondamentaux de toute société.

Le ministre répond à travers ce projet de fusion comme à travers son projet de loi baptisé cyniquement « Pour une école de la confiance » : tout est une question d'organisation.

Sauf que l'organisation de l'école de la République ne peut pas reposer sur les considérations idéologiques d'un gouvernement, par nature de passage, mais au contraire être construite et animée par l'ensemble de la communauté éducative.

C'est ainsi que l'on rapproche les citoyens des politiques publiques. Par la co-construction : concerter avant de décider et non pas déconcerter en feignant de consulter après avoir décidé !

D'autant qu'aucun élément avancé ne permet à ce jour de considérer clairement en quoi ce projet de loi, comme celui de la fusion académique pourrait apporter un plus pour les conditions et la qualité d'enseignement au sein du service public de l'éducation.

Mais au delà de cette illustration des services publics, l'éloignement des citoyens de la politique, des politiques publiques, appelle à replacer l'humain, le citoyen au cœur des préoccupations et des décisions.

Assez de comptabilité, de ratios, de gestion et de chronomètre, assez de dématérialisation effrénée et un retour enfin à l'humanité.

Enfin, cela passe aussi par l'invention de gouvernances partagées, à tous les étages comme d'ailleurs cela se pratique déjà dans certaines communes, pour associer les citoyens aux décisions. Pour partager le pouvoir avec eux.

Pas seulement en leur demandant leur avis sur la forme ou choisir le nom qui sera donné au futur gymnase à inaugurer.

Mais en en faisant des acteurs de la décision, de la construction des décisions.

Alors avec tout cela, vous verrez, le plus naturellement du monde, les citoyens se rapprocheront des politiques publiques et nous cesserons de nous poser cette question qui à elle seule illustre bien l'échec de ceux qui président à leurs destinées depuis trop longtemps...